

VIGIE ET GOUVERNAIL

La France régresse, affirme Michel Godet, qui en mesure le niveau de développement à l'aune du produit intérieur brut par tête et observe le déclin de sa position relative parmi les pays de l'OCDE¹. La France progresse, déclare Henri Mendras qui, lui, s'intéresse davantage à la dynamique d'une société qui aurait achevé avec succès sa « seconde révolution » et aborderait le XXI^e siècle avec les meilleurs atouts².

Chacun, en vérité, est tributaire des lunettes qu'il porte sur le nez, de la représentation toute subjective qu'il s'est forgée de la réalité. On s'en rend compte de manière saisissante lorsque, constituant, dans une organisation ou sur un territoire, un groupe de prospective composé de personnes de différents horizons, il faut d'abord confronter les points de vue et les savoirs parcellaires et incertains de chacun avant, collectivement, d'élaborer une vision commune de la situation présente, appréhendée dans sa dynamique temporelle longue.

Si, du reste, dans la revue *Futuribles*, nous attachons tant d'importance à l'analyse du monde contemporain, c'est bien parce que celui-ci recèle des tendances plus ou moins lourdes d'évolution, constitue le terreau à partir duquel germent les futurs. Et cette juste compréhension du monde actuel représente déjà un défi considérable, vu l'état des connaissances

imparfaites, morcelées, biaisées, souvent de manière inconsciente, par les outils, les théories et les idéologies qui sont les nôtres.

Prenons un exemple simple : la manière de mesurer les performances en emploi d'un pays ou de tout autre territoire, à quelque échelle géographique que ce soit. Depuis longtemps nous militons, au sein du groupe *Futuribles*, en faveur d'un indicateur, le taux d'emploi, qui nous paraît beaucoup plus pertinent que le taux de chômage. Le premier rend compte de la proportion de la population d'âge actif qui est effectivement au travail, tandis que le second nous renseigne sur la proportion de chômeurs officiellement déclarés par rapport à la population active, celle-ci incluant lesdits chômeurs.

Déjà le contraste entre les taux de chômage des pays industrialisés est saisissant. Mais le contraste entre leurs niveaux respectifs d'emploi, tels que mesurés à l'aune de ce taux d'emploi, l'est encore davantage. Achille Seghin, qui nous avait depuis longtemps encouragés dans cette voie, nous en administre une fois de plus la preuve et en décline toutes les conséquences, qui vont souvent à l'encontre d'idées fausses largement répandues.

Bornons-nous au constat le plus élémentaire. Les pays européens sont confrontés à des évolutions démographiques de même nature, certes à des rythmes, sui-

1. GODET Michel. « La France recule ». *Le Monde Économie*, 15 janvier 2002. (OCDE : Organisation pour la coopération et le développement économiques.)

2. MENDRAS Henri. *La France que je vois*. Paris : Autrement, 2002.

vant des calendriers et avec une intensité un peu différents. Ils évoluent tous dans le même contexte extérieur, marqué notamment par la mondialisation, la « financiarisation » et ses aléas, et le développement des technologies nouvelles. Tous ces pays, néanmoins, ont des niveaux d'emploi très différents : dans les uns (Danemark, Norvège, Royaume-Uni), le taux d'emploi, déjà élevé en 1960, n'a cessé de croître ; dans d'autres (Allemagne, Espagne, France, Italie), il était beaucoup plus bas et n'a cessé de décliner...

Voici un élément sérieux, parmi d'autres, prouvant que les facteurs endogènes, malgré la mondialisation et la construction européenne, persistent à jouer un rôle essentiel dans les performances de nos pays. Et ce qui vaut dans les comparaisons internationales vaut assez largement aussi dans celles qui peuvent être faites au niveau infranational. Ainsi disposons-nous, ici et maintenant, à quelque niveau que l'on se situe, de véritables marges de manœuvre. L'ignorer — ou feindre de l'ignorer — nous conduit à n'envisager que de timides mesures d'ajustement. Cela nous condamne à un attentisme permanent, au dénigrement des fonctions d'anticipation et au renoncement vis-à-vis de toute vision d'un avenir souhaitable, de tout projet.

Contre ce fatalisme ambiant, il faut s'élever avec force à tous les niveaux. Il faut dénoncer énergiquement le déficit de projet, par exemple, des candidats à l'élection présidentielle française ; voire s'interroger sur l'attrait pour eux d'une fonction qu'ils semblent juger dépourvue de pouvoir véritable, a fortiori sur l'intérêt d'une élection qui, aux yeux des citoyens, apparaît sans enjeu véritable. Pire, il est à craindre que, les électeurs désavouant tous les candidats au prétexte

qu'ils ne s'intéressent pas aux « vrais problèmes »³ et ne croyant plus guère aux vertus de la démocratie, l'abstention atteigne un niveau sans précédent, et qu'aux plus démagogues soient accordés le plus de voix.

On me reproche parfois que la revue *Futuribles* est trop critique vis-à-vis de la société et surtout des élites dirigeantes. Mais si, comme je le crois, le déclin, sinon une explosion majeure, nous guette et si la démocratie elle-même est en péril, que faire sinon hurler au danger pour que la France — et plus généralement l'Europe — se ressaisisse et se réveille ?

Certes, l'État est désormais pris en tenaille entre, d'un côté l'Europe et le monde, de l'autre la montée en puissance des collectivités locales et régionales. Mais il est faux de dire qu'en conséquence, il n'a plus de pouvoir. En effet, il n'y a plus un niveau unique et souverain auquel se prennent les décisions. Il y a désormais de multiples acteurs, publics et privés, intérieurs et extérieurs, qui opèrent à des niveaux différents, s'enchevêtrent, se télescopent, alternativement s'allient ou s'opposent sur des champs de bataille dont le périmètre constitue lui-même un enjeu de pouvoir.

Ce phénomène lui aussi constitue un défi sur lequel j'aurais aimé que les candidats se prononcent. En attendant, il contribue, comme bien d'autres facteurs, à brouiller le jeu, à rendre le futur plus opaque. Et le sentiment d'insécurité dont on parle tant vient peut-être principalement de là, du brouillage des repères, de l'absence d'engagement sur des projets précis, notamment de la part de ceux qui aspirent aux fonctions suprêmes.

Hugues de Jouvenel,
le 19 avril 2002.

3. Les enquêtes Valeurs sont à cet égard révélatrices. Voir notamment *Futuribles*, n° 200, juillet-août 1995 ; n° 253, mai 2000, pp. 5-20 ; et le numéro spécial (n° 277) à paraître en juillet 2002.